



2 DÉCEMBRE 2025
DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ :

LES SALARIÉ-ES PAIENT L'ADDITION PENDANT QUE CERTAINS S'ENRICHISSENT

Depuis 30 ans, les gouvernements successifs nous servent la même recette : L'ONDAM (Objectif national de dépenses d'assurance-maladie), voté depuis 1996 dans le cadre du PLFSS (Projet de loi de Financement de la Sécurité sociale), est sous-financé.

En conséquence, les budgets des établissements de santé sont insuffisants pour exercer leurs missions de service public, les revalorisations salariales ne couvrent même pas l'inflation et certaines professions sont rémunérés sous le SMIC !

➤ **Une autre répartition des richesses : UNE NÉCESSITÉ**

- *Fin des exonérations patronales qui assèchent la Sécurité Sociale : +80 M€*
- *Égalité salariale femmes-hommes : +6 M€*
- *Intégration de l'intéressement/PPV (prime de partage de la valeur) dans les cotisations : +4,4 M€*
- *Hausse du forfait social sur les dividendes : +10 M€*
- *Impôt sur le revenu plus progressif et taxation accrue des patrimoines +28 M€*

➤ **Un budget qui met fin au business sur le dos de la Sécurité Sociale : UNE ÉTHIQUE**

- *Interdire les acteurs du marché financier d'investir dans le Capital Sociale des structures de la santé*
- *Mettre en place un organisme public de santé géré par les travailleurs qui définiront les grands axes des politiques publiques et l'organisation territoriale de la santé*
- *Créer un établissement public du médicament et des fournitures médicales*
- *Construire des maisons de santé publique avec des médecins généralistes et spécialistes salariés*

➤ **Pour répondre au besoin de santé de la population : LE 100 % SÉCU**

- *Fin des mutuelles et des organismes de prévoyance*
- *Suppression des franchises, forfaits, dépassements d'honoraires...*

➤ **Nos revendications pour les salarié-e-s :**

- *L'augmentation générales des salaires : +10 %*
- *Plus d'indemnité différentielle pour compenser les rémunérations infra SMIC*
- *L'arrêt de toutes les mesures d'austérité des budgets 2026*
- *La retraite à 60 ans à taux plein pour tous et 55 ans pour les travaux pénibles*

⇒ **10 % des ménages détiennent plus de 60 % du patrimoine, il est temps de reprendre ce qui appartient au bien commun**

⇒ **Il n'y a pas un problème de dépenses pour la Sécurité sociale, mais de recettes**

⇒ **Les mesures d'austérité pleuvent sur les salarié-e-s, la misère se répand dans les foyers des travailleurs**

